

LES VACHES MAIGRES

(une nouvelle période d'instabilité économique s'ouvre en Europe occidentale)

La crise révolutionnaire actuelle intervient dans une période difficile pour le capitalisme français : tout d'abord, l'économie française sort à peine d'une récession et la conjoncture demeure incertaine. Mais, surtout, la bourgeoisie française a à faire face à une concurrence internationale extrêmement dure, tant avec l'impérialisme américain que dans le cadre du Marché Commun. Dans une telle lutte, ce n'est pas telle ou telle entreprise qui risque de disparaître, mais des pans et des secteurs entiers du capitalisme français. C'est dire que la marge de manœuvre de la bourgeoisie française est faible et que, de ce seul fait, les germes de crise sont importants.

Mais, surtout, la crise révolutionnaire actuelle intervient dans une période très difficile pour le capitalisme international.

Ceci se manifeste surtout au niveau monétaire.

Pour comprendre cela, écrivons très rapidement le système monétaire international existant aujourd'hui encore.

Ce système s'édifie sur la base de la prépondérance américaine, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, avec le dollar comme pièce centrale. Le système fonctionne de façon plus ou moins satisfaisante pendant toute la période de reconstruction et même au-delà. Mais, à la fin de cette période, si le capitalisme américain s'était encore renforcé (par rapport à la situation d'après-guerre), les autres pays capitalistes développés (Europe, Japon), s'étaient renforcés relativement beaucoup plus. L'écart entre Etats-Unis et autres pays capitalistes développés demeurerait évidemment important, mais il s'était quand même réduit depuis l'après-guerre, puisque l'économie de ces pays développés était passée de la destruction la plus complète à la puissance que l'on connaît aujourd'hui. Dès lors, (et c'est là le point décisif), le système monétaire international, créé au lendemain de la guerre sur une base donnée des rapports de force économiques entre bourgeoisies, ne correspond plus aujourd'hui à la nouvelle structure de ces rapports de force économiques.

Autrement dit, les rapports entre monnaies ne reflètent plus les rapports de valeur. Un rééquilibre doit évidemment s'opérer, mais dans le système capitaliste, il ne peut s'opérer que de façon brutale, violente, à travers une crise. La manifestation concrète de cette crise est la suivante : il y a près de 30 milliards de dollars en circulation dans le monde et il n'y a que 10 milliards, sous forme d'or, pour les gager, aux U.S.A.

Cette crise s'est déjà manifestée, par la dévaluation de la Livre, par les diverses « ruées spéculatives » sur le dollar. Le système monétaire international est donc d'une fragilité extrême ; d'où l'impact que peut avoir la situation française. Tout d'abord, si le franc faiblit, cela n'implique pas de renforcement parallèle de la livre ou du dollar ; cela signifiera probablement une méfiance encore plus grande à l'égard du système monétaire international actuel, les achats spéculatifs d'or,

d'amples mouvements de capitaux d'un pays à l'autre et donc de très graves problèmes de fonctionnement de l'économie capitaliste. Si une dévaluation intervient en France, elle entraînera très probablement des dévaluations de la livre et du dollar, ce qui peut signifier, tout simplement, l'effondrement du système monétaire international, avec les conséquences que l'on imagine sur l'ensemble du système capitaliste.

Par ailleurs, la situation du dollar étant extrêmement précaire, son raffermissement est nécessaire depuis longtemps déjà. Ce raffermissement implique le rééquilibre de la balance des paiements américaine (actuellement systématiquement déficitaire), lequel à son tour implique l'écrasement du niveau de vie du peuple américain, la réduction des investissements, le chômage massif, etc. Ces mesures ne peuvent être prises en période pré-électorale. Elles devraient l'être après les élections, quel que soit le Président élu.

De telles mesures, accompagnées ou pas d'une dévaluation du dollar, entraîneront non seulement la renaissance de luttes de classes très dures dans la citadelle de l'impérialisme les Etats-Unis, mais aussi la propagation de germes de crise à l'échelle mondiale, surtout si là-dessus viennent se greffer les effets de la crise spécifique française.

Cette crise révolutionnaire française peut connaître un reflux temporaire. Mais tous les développements antérieurs incitent à penser que, dans ce cas, il ne s'agirait pas de la fin d'une période, mais seulement de la fin d'un épisode, dans le cadre d'une crise générale qui est maintenant largement ouverte. Si nous voulons que cette crise soit effectivement exploitée, si nous voulons bâtir un monde nouveau, celui des travailleurs, il nous faut absolument (l'expérience récente nous l'a cruellement montré) créer un regroupement des militants d'avant-garde, sur des bases politiques claires, disposant d'une direction politique ferme, capable de mener les très dures luttes qui nous attendent, et de les mener jusqu'à la victoire.

Pierre JOUVAIN.

que restera-t-il des conquêtes de 68 ?

L'ampleur, la dureté des luttes ouvrières et étudiantes ont fait chanceler le pouvoir bourgeois ; pendant quelques jours, ce pouvoir était à prendre, et seule l'absence d'une véritable organisation révolutionnaire a permis à la bourgeoisie de ressaisir ce qu'elle était en passe de perdre. D'un commun accord, gouvernement gaulliste et direction réformiste des partis et syndicats ont ramené la lutte sur le terrain purement revendicatif. Il n'est pas dit encore que la manœuvre réussisse. Mais, à supposer qu'il en soit ainsi, on peut être assuré que les avantages matériels que les travailleurs retireront de la crise d'aujourd'hui leur seront très vite dérobés.

Une expérience historique se présente immédiatement à l'esprit : celle de 1936. Les directions syndicales de l'époque avançaient aussi des revendications ne remettant pas en cause l'ordre établi : réduction de la semaine de travail à 40 heures sans réduction de salaire, hausses des salaires, reconnaissance du droit

syndical, etc. On découvre aujourd'hui, avec surprise que, 32 ans après, ce sont exactement les mêmes revendications que les directions syndicales mettent en avant !

Il ne faut pas croire, d'ailleurs, que tant d'années ont été nécessaires pour que la bourgeoisie récupère les avantages un moment concédés aux travailleurs : deux années ont suffi ! Le pouvoir d'achat réel (compte tenu de la hausse des prix) du salaire hebdomadaire moyen du travailleur est exactement le même en mai 1936 et en mai 1938, malgré les hausses de salaires dues aux Accords Matignon.

Parallèlement, de mai 1936 à mai 1938, le pouvoir d'achat de la semaine de travail féminin est en forte baisse ; il en est de même pour les salariés agricoles et pour les fonctionnaires. (Toutes ces données ne sont pas tirées de l'imagination fébrile d'un enrégé quelconque, mais bien de l'ouvrage de l'auteur bourgeois Sauvy : « Histoire Economique de la France entre les deux guerres ».)

La conclusion des développements antérieurs s'impose immédiatement : tous les avantages qui peuvent être concédés par la bourgeoisie dans une conjoncture donnée sont, à plus ou moins long terme, récupérés, si la bourgeoisie demeure au pouvoir, à la tête de l'Etat et sur les lieux de production (ceci ne signifie évidemment pas qu'une certaine hausse du niveau de vie des travailleurs est impossible sous le capitalisme, mais cette élévation demeure incertaine, soumise aux aléas de la conjoncture). C'est ici qu'il faut rappeler le cadre politique du Front Populaire : ce Front, constitué par le Parti Communiste, la S.F.I.O. et le Parti Radical, s'était réalisé sur les bases politiques de la petite et moyenne bourgeoisie et non sur les bases de classe du prolétariat ; il n'était pas question d'exproprier le capital, d'abattre le pouvoir d'Etat bourgeois et de le remplacer par le pouvoir des travailleurs. Dans un tel cadre politique, l'échec était déjà contenu, à l'avance.

Il en est de même aujourd'hui. Les « miettes » qui ont été concédées aux travailleurs dans le protocole des accords de Grenelle représentent, selon les premières estimations, près de 15 milliards de francs de dépenses de consommation supplémentaires (ce chiffre doit être d'ailleurs déjà dépassé). On peut être sûr que, comme en 1936, les lois du capitalisme joueront et que, par leur intermédiaire, la bourgeoisie rejettera le coût de l'opération sur la classe ouvrière. Les phénomènes sont connus : hausse des prix, chômage, etc. Déjà, dès aujourd'hui, les prix ont commencé à monter et l'on voit les directions syndicales se lamenter, protester verbalement, comme si un tel phénomène n'était pas parfaitement prévisible, à l'avance.

La hausse des prix entrainera probablement un déséquilibre de la balance commerciale lequel peut, à terme, imposer une dévaluation du franc. Le sens social d'une telle mesure est très net : c'est la classe ouvrière qui « payera » la dévaluation, qui fera les « sacrifices nécessaires » pour permettre aux capitalistes français de reconquérir les marchés intérieur et extérieur. En effet, d'une part, les hausses des prix des produits importés, dues à la dévaluation, se répercutent rapidement sur les prix des biens de consommation ; d'autre part, la politique de « déflation », qui accompagne toujours nécessairement une dévaluation, en limitant consommation et investissements, crée le chômage, la baisse des revenus, etc. Ceci étant dit, il est évident qu'il n'y a pas de solution « technique » à un tel problème : le problème de savoir dans quelle mesure la classe ouvrière fera les frais de l'opération, se règle en définitive sur le terrain de la lutte des classes. C'est sur ce terrain que s'est livré, jusqu'à présent, le combat ; c'est sur ce même terrain qu'il doit se poursuivre aujourd'hui ; c'est sur ce terrain que se reposera, un jour maintenant très proche, le problème décisif, celui du pouvoir d'Etat, pouvoir du capital ou pouvoir ouvrier.

Pierre JOUVAIN.